



La France n'a jamais été aussi inégalitaire. Un grand patron gagne 300 fois ou plus qu'un smicard. Les plus riches désertent leur devoir fiscal quand 100.000 personnes dorment dans la rue. Les stocks-options récompensent les licenciements boursiers. Il est temps de mettre fin à un système qui entraîne la grande majorité des salariés vers la précarité et l'insécurité sociale. Il est temps de décréter l'insurrection électorale contre le libéralisme économique.

Un plan d'urgence sociale

La réduction massive du chômage et de la précarité est une priorité, ce qui suppose de développer des activités utiles, créatrices d'emplois, d'imposer une stricte réglementation des licenciements et d'instaurer un système de sécurisation professionnelle tout au long de la vie.

La revalorisation des minima sociaux et des bas salaires doit être accompagnée d'une fiscalité fortement progressive pour les hauts revenus afin de limiter les inégalités indécentes de revenus. C'est l'exigence de nouvelles relations dans le travail et de nouveaux droits sociaux que nous voulons porter. C'est la nécessité de lutter contre la spéculation financière et de contrer la toute puissance de l'actionnariat.

Un nouveau type de développement

C'est à la redéfinition du type de croissance, de production, d'échange et de consommation qu'il faut s'atteler. Il faut s'attaquer à la toute puissance des firmes transnationales et des marchés financiers, car leur soif de profit et leur mépris de l'humanité mettent l'homme et la planète en péril. La question du nucléaire comme celle des OGM doivent être soumises à un débat citoyen qu'il faut conduire et trancher démocratiquement, en toute transparence.

Dignité dans les banlieues...

Nous voulons que les millions de personnes qui vivent dans les cités de banlieues, dans les quartiers populaires - quelles que soient leurs origines et leurs croyances - ne soient plus considérés comme des sous-citoyens dans ce pays qui est le leur. Ils ont droit à la justice, à l'égalité et à la dignité. Il n'est pas acceptable que l'accès aux droits fondamentaux, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, au logement leur soit restreint. La répression policière et sécuritaire ne pourra résoudre les problèmes. Assez de discours, c'est sur les causes qu'il faut agir.

... et pour les sans papiers

Nous réaffirmons que toute personne doit être reconnue dans son humanité. Nous refusons qu'on continue de priver un être humain de sa dignité en le privant de papiers.

Équité pour l'outre-mer

Nous pratiquerons l'équité pour les DOM-TOM et leur laisserons le choix démocratique de l'autodétermination.

Ne pas jeter sur la voie publique

La fin du présidentielisme

La transformation démocratique et sociale exige d'en finir avec le régime de la Ve République. C'est la démocratie toute entière qui doit être vivifiée. Nous voulons une nouvelle République laïque, afin de construire une société solidaire juste et ouverte sur le monde, une démocratie politique, sociale et citoyenne qui élargisse le socle des droits fondamentaux, à commencer par les droits sociaux.

Démocratiser l'Europe

Dès 2007, dans la cohérence avec le « non » du 29 mai 2005, avec tous ceux qui combattent les injustices, nous contribuerons à ce que la France propose la refondation de la construction européenne sur des bases démocratiques et sociales. Nous demandons la fin des traités existants et nous proposerons un nouveau texte fondateur. Nous n'accepterons pas que la nouvelle politique qui aurait été choisie par notre peuple soit interdite par les décisions européennes. La présidence française de l'Union, au second semestre 2008, sera l'occasion de porter l'exigence d'un tel changement.

Pour une autre mondialisation

Nous voulons, avec tous les peuples qui souffrent, combattre et faire reculer les politiques libérales qui favorisent la guerre économique, l'exacerbation des concurrences, les privatisations et les déréglementations. Nous contribuerons avec les pays du Sud à mettre fin à la capacité de nuisance des institutions (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Organisation Mondiale du Commerce) qui renforcent les inégalités et provoquent des souffrances à l'origine de guerres. Nous défendrons le droit à la souveraineté alimentaire et le libre accès pour tous aux biens communs de l'humanité, d'abord l'eau.

Les femmes enfin égales aux hommes

Parce que les femmes assument de multiples responsabilités, au travail, à la maison, vis-à-vis des enfants et des proches dépendants, parce qu'elles sont majoritaires parmi les chômeurs, les précaires et les bas salaires, nous voulons qu'elles soient les premières bénéficiaires de l'amélioration de nombreux services publics, de la priorité accordée à un service public de la petite enfance et des mesures contre le chômage et la précarité. L'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes doit être poursuivi dans toutes nos décisions, Il est grand temps d'en faire une réalité.

Alternative 2007 Comité savoyard de soutien à la candidature de José BOVÉ

7 rue Lamartine 73000 CHAMBÉRY Tél 09 50 30 01 73 <http://alternatives2007.73.free.fr>